

Obama à mi-mandat : perceptions et défis d'un point de vue européen

dimanche 10 octobre 2010, par [Pierre VERLUISE](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Pierre VERLUISE](#), **Obama à mi-mandat : perceptions et défis d'un point de vue européen**, *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 10 octobre 2010.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Vingt et un mois après sa prise de fonction, où en sont les relations entre B. Obama et les Européens ? Au-delà des sentiments, quels sont les faits ? Quels dossiers pourraient permettre de relancer ces relations ?

L'ELECTION de Barack Obama à la présidence des États-Unis, le 4 novembre 2008, a été le plus souvent vécue dans les pays de l'Union européenne (UE) comme un événement porteur de potentialités positives. Il est vrai que les huit années de G. W. Bush à la Maison blanche avaient découragé les plus pro-américains des Européens et alimenté l'anti-américanisme des autres. Après avoir sciemment divisé les Européens en 2003 à propos de l'Irak, G. W. Bush avait cependant déjà engagé en février 2008 un discours [1] en faveur d'une Union transatlantique favorable au développement des capacités de défense de l'UE. Peut-être parce qu'il perdait pied en Afghanistan comme en Irak. Quoi qu'il en soit, l'investiture de B. Obama, le 20 janvier 2009, a été généralement vécue comme un moment heureux par les Européens, espérant qu'une page finalement assez médiocre venait d'être tournée. Pour autant, la crise économique - venue des États-Unis - déployait bientôt tous ses effets dans les pays membres de l'UE. A l'émotion succédaient les affres du chômage. Il est vrai que depuis l'élection de B. Obama, le nombre de personnes au chômage dans l'UE a augmenté de plus de 5 millions. Il n'existe évidemment pas de lien direct entre les deux termes, mais cela contribue à expliquer une prise de distance progressive entre les pays de l'UE et B. Obama.

Signaux

Une série de signaux a rapidement donné l'impression aux Européens qu'ils n'étaient pas le centre des préoccupations de la nouvelle administration. Ce qui les a froissés, de manière assez enfantine. Dès le 16 février 2009, Hillary Clinton, qui effectue son premier voyage à l'étranger comme chef de la diplomatie américaine, se rend non pas en Europe mais en Asie. Le 3 mars, Gordon Brown est le premier dirigeant européen à rencontrer le président Barack Obama. Ce qui revient à donner la primeur au Royaume-Uni, un pays membre de l'UE mais qui prétend entretenir avec Washington une « relation spéciale », faite plus souvent d'alignement que d'autonomie. Le 27 mars, peu d'Européens, experts ou non, sont véritablement convaincus par la nouvelle stratégie du président Obama en Afghanistan. Par la suite, les pays de l'UE membres de l'Otan donnent souvent l'impression de traîner les pieds pour envoyer des troupes supplémentaires dans ce qui leur apparaît comme un « bourbier ». Les opinions publiques ne sont guère convaincues de la nécessité de cette longue guerre qui se déroule dans un curieux « vide informationnel ». Cependant les médias comptent les soldats morts au combat en Afghanistan. Ce conflit est au menu des discussions lors de la tournée européenne de B. Obama en Europe et en Turquie, du 31 mars au 8 avril. Certains Européens ne comprennent pas que le président des États-Unis se permette alors de soutenir publiquement la candidature de la Turquie... à l'UE. Bien qu'officiellement de retour dans le commandement militaire intégré de l'Otan, le président français, Nicolas Sarkozy, fait connaître son agacement. Les 5 et 6 juin 2009, B. Obama vient en Allemagne, puis en France. Non loin des plages du débarquement de Normandie, B. Obama et N. Sarkozy tentent assez laborieusement d'effacer l'impression que le courant ne passe pas entre eux. Le déplacement de B. Obama en Russie, du 6 au 8 juillet 2009 interroge quant à lui les pays d'Europe centrale et orientale membres de l'UE, souvent atlantistes mais parfois inquiets du sort réservé au projet de bouclier anti-missile en Pologne et en République tchèque. Ce projet mécontente Moscou, sera-t-il maintenu ? Le 27 juillet, un sommet sino-américain voit B. Obama plaider pour une coopération tous azimuts

avec une Chine qui devient progressivement un dossier prioritaire. Le 9 septembre, la nomination de Stéphane Abrial, général d'armée aérienne au poste de commandement suprême allié Transformation (SACT) passe relativement inaperçue en France, alors qu'il s'agit d'un des deux grands commandements stratégiques de l'Alliance atlantique. Peut-être parce que Paris sait bien que le retour de la France dans le commandement militaire intégré de l'Otan, depuis avril 2009, a été mené « à la hussarde », sans véritable débat public. Une part des officiers supérieurs manque pour le moins d'enthousiasme. Le 17 septembre, les pays d'Europe balte et centrale sont particulièrement contrariés de l'abandon du projet d'installation d'un bouclier anti-missile en Pologne et en République tchèque. Après avoir passé quatre décennies sous la botte de Moscou, être quelque fois devenus presque plus atlantistes que le roi, ils se sentent abandonnés par Washington face à la menace russe. En revanche, Paris se félicite - discrètement - de cette nouvelle. Si H. Clinton fait une tournée européenne entre le 9 et le 15 octobre 2009, le président des Etats-Unis n'honore pas de sa présence les cérémonies du vingtième anniversaire de chute du mur de Berlin, le 9 novembre 2009. Ce qui vexa notamment la chancelière allemande, Angela Merkel. B. Obama semble donner la priorité à l'Asie, où il fait une tournée entre le 13 et le 18 novembre.

Une paire de claques

Les Européens reçoivent une véritable paire de claques au mois de décembre 2009. Alors qu'ils espéraient pouvoir compter sur l'appui des États-Unis pour jouer un rôle valorisant leur *soft power* via un accord ambitieux lors du sommet de Copenhague sur le climat... Washington lâche l'UE pour se mettre d'accord avec Pékin sur un accord à minima et non contraignant. « La négociation de Copenhague a mis en lumière le rôle incontournable des deux pays les plus pollueurs de la planète. Le "G2" a fait la négociation, sans que les Européens ou les pays en développement aient vraiment leur mot à dire » [2]. N. Sarkozy s'est senti trahi par B. Obama. Cela n'a pas empêché la signature d'un Accord aérien entre l'UE et les Etats-Unis le 17 décembre 2009.

Le 8 mars 2010, l'avionneur européen EADS renonce à participer à un appel d'offres pour un contrat d'avions ravitailleurs avec l'armée de l'air américaine. En effet, l'entreprise et les autorités politiques européennes accusent Washington de protectionnisme en faveur de Boeing. « Faites ce que je dis, pas ce que je fais », vieille histoire... On tente par la suite de restaurer les apparences [3]. Le 8 avril 2010, la signature d'un nouveau Traité de désarmement nucléaire (START) entre les États-Unis et la Russie oblige la France à un exercice médiatico-politique de justification-légitimation du maintien des quelques centaines d'armes nucléaires françaises à côté des arsenaux bien plus fournis de Moscou et Washington.

Les mois de juin et juillet 2010 sont cependant marqués par des signes qui témoignent d'une bonne volonté des deux parties. Le 3 juin, l'Union européenne et les États-Unis s'engagent à lutter ensemble contre le terrorisme. Le 3 juillet, la Pologne et les États-Unis se mettent d'accord sur la mise en place d'un bouclier antimissile révisé. Le nouveau système envisagé vise à contrer non plus les missiles de longue portée mais de courte et moyenne portées. Ce qui pourrait apporter à Varsovie des garanties par rapport à la Russie. Le 8 juillet, le Parlement européen donne son feu vert à un accord entre l'UE et les États-Unis pour le transfert de données bancaires dans le cadre de la surveillance du financement du terrorisme. Une première version avait été rejetée en février. Le 21 juillet, le président américain promulgue une réforme du système financier américain qui pourrait réduire les risques

supportés par d'autres pays. Le 26 juillet, l'UE renforce ses sanctions à l'égard de l'Iran afin de tenter de dissuader Téhéran de poursuivre ses activités nucléaires sensibles, se mettant ainsi au diapason de Washington dont la position a été durcie depuis le 1er juillet.

Vingt et un mois après l'investiture de B. Obama, les perceptions des européens sont donc en demi-teinte, à la fois marquées de déceptions et de signes de bonne volonté. Peut-être s'agit-il seulement du passage du rêve au réel.

Défis

B. Obama sera-t-il un grand président du point de vue européen ? Il est, bien évidemment, beaucoup trop tôt pour le dire. Tentons, cependant, de distinguer quelques marqueurs.

De façon logique, ce sera d'abord son œuvre intérieure qui permettra de répondre à la question, parce que les Européens n'y sont pas aussi insensibles qu'on pourrait l'imaginer. L'adoption de la réforme de l'assurance maladie aux États-Unis, le 25 mars 2010, a été appréciée comme un tour de force par beaucoup d'Européens. Ces derniers sont, en effet, parfois attachés à des modèles sociaux qui tentent d'amortir les inégalités sociales les plus flagrantes. Encore que le « modèle » français ne fasse pas l'unanimité, notamment en Europe centrale et orientale.

Pour autant, c'est logiquement sur son œuvre de politique étrangère que B. Obama sera évalué par les Européens. Distinguons trois dossiers, sans induire de hiérarchie ni prétendre à l'exhaustivité.

Premier dossier : la sortie de crise économique. Venue des États-Unis, la crise financière est rapidement devenue économique puis sociale, voire politique et monétaire avec la crise de l'euro. On ne se souvient pas avoir entendu la nouvelle administration avoir publiquement regretté que les États-Unis aient largement contribué à conduire de nombreux pays directement « dans le mur ». Qu'une fragile reprise se fasse espérer aux États-Unis ne suffira pas aux Européens si... l'UE reste dans le marasme. Certes, les dirigeants européens et communautaires doivent prendre leurs responsabilités, mais les Européens apprécieraient certainement que B. Obama participe de manière dynamique à des décisions tirant les conséquences des errements passés et mettant en place des mesures de bonne gouvernance, aussi bien à l'échelle nationale que planétaire. Il faut reconnaître à B. Obama des interventions plutôt positives lors de la crise des dettes souveraines de certains pays de la zone euro, par intérêt bien compris il est vrai. La réforme du système financier américain, le 21 juillet 2010, irait plutôt dans le bon sens.

Deuxième dossier : l'issue des conflits en Afghanistan et en Irak. Chacun sait que B. Obama hérite ici des « œuvres » de son prédécesseur, pour autant, les Européens jugeront d'ici quelques années des résultats concrets de ses décisions. Jamais l'Afghanistan n'a exporté autant de drogue en Europe, contribuant à une baisse des prix qui participe d'une diffusion de plus en plus large de ces produits mortels. L'Irak a été durant plusieurs années le terrain d'entraînement de terroristes qui menacent aussi les Européens. Que deviendra vraiment l'Irak après le départ effectif de toutes les troupes américaines et alliées ? Nul ne le sait. Quel sera le résultat des stratégies inspirées par Washington en Afghanistan et quel sera « le prix du sang » pour les soldats Européens ? [4] Enfin, comment évoluera la situation au Pakistan ? Ne

s'inquiète-t-on pas début octobre 2010 en Europe de l'activité de terroristes formés au Pakistan ? Or ce pays a été profondément déstabilisé par la guerre en Afghanistan.

Troisième dossier : les relations États-Unis - Union européenne. Pour l'heure, une certaine forme de déception semble s'esquisser de part et d'autre. Il revient d'abord aux Européens de balayer devant leur porte. Le discours subliminal véhiculé par Washington début 2010 au sujet de sa « déception » devant la lenteur de la mise en place du Traité de Lisbonne tient en partie de la mauvaise foi mais il peut être stimulant pour l'UE. Après tout, que Washington semble donner la priorité à l'Asie pourrait contraindre les Européens à se prendre un peu plus en charge. Il faut bien admettre que la modestie de leur effort de défense - excepté pour le Royaume-Uni et la France - a de quoi exaspérer un pays qui pense avoir vocation à « s'occuper du monde ». Reste que l'aggravation des déficits publics à cause de la crise économique ne plaide pas nécessairement dans le sens d'une augmentation des efforts de défense des pays membres de l'UE. Enfin, Washington ne manque pas d'experts de haut niveau pour expliquer si nécessaire à l'exécutif que la mise en place du traité de Lisbonne est un processus complexe qui s'étalera sur une dizaine d'année. [5] D'ici là, il importe notamment de faire évoluer les relations UE - OTAN d'une façon mutuellement avantageuse.

Seule certitude : les poids relatifs de l'Union européenne et des États-Unis dans le monde auront tendance à diminuer d'ici 2050. B. Obama restera dans les livres d'histoire européens comme un « grand président des États-Unis » s'il réussit à négocier au mieux ce virage en synergie avec l'Union européenne. Encore faudrait-il que les Européens assument leur part. [6]

Copyright Octobre 2010-Verluisse/Diploweb.com

Plus

P.-S.

Directeur du site géopolitique diploweb.com. Directeur de recherche à l'Institut des Relations Internationales et Stratégiques (IRIS, Paris). *Distinguished Professor* à GEM. Chercheur associé à la Chaire Raoul Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (Montréal). diploweb@hotmail.fr

Notes

[1] Victoria Nuland, « Discours à la London School of Economics », 25 février 2008.

[2] Sans nom d'auteur, « Le bilan décevant du sommet de Copenhague », lemonde.fr, 19 décembre 2009.

[3] La décision de l'Organe de règlement des différends de l'OMC sur une plainte

européenne contre les mécanismes d'aides américains en faveur de Boeing qui devait être tranchée le 16 juillet 2010 a été est reportée à la mi-septembre 2010.

[4] Cf. Pierre Verluise, Les opinions publiques européennes face à la guerre d'Afghanistan, *Actualités européennes*, IRIS, septembre 2010.

[5] Cf. Jean-Luc Sauron, Le traité de Lisbonne : un traité à effet retardé ? Publié sur le site géopolitique www.diploweb.com le 22 novembre 2009 à l'adresse <http://www.diploweb.com/Le-traite-de-Lisbonne-un-traite-a.html>

[6] Cf. « Projet pour l'Europe à l'horizon 2030. Les défis à relever et les chances à saisir ». Rapport du groupe de réflexion au Conseil européen sur l'avenir de l'UE à l'horizon 2030. Mai 2010, 58 pages. Le rapport est disponible depuis le 16 juin 2010 dans toutes les langues officielles de l'UE sur le site de ce groupe à l'adresse

<http://www.reflectiongroup.eu/2010/06/16/project-europe-2030-translations/>

Voir aussi Pierre Verluise, Le "Projet pour l'Europe à l'horizon 2030" du groupe de réflexion au conseil européen, *Revue de l'Union européenne*, n°542, octobre-novembre 2010, pp. 598-604.